



1752 Villars-sur-Glâne 1
Case postale 176
Chèques postaux 17-193-0
www.villars-sur-glâne.ch

Séance du Conseil général du 20 mars 2014

MESSAGE AU CONSEIL GÉNÉRAL

concernant la modification des articles 7, 15 et 24 des statuts de Coriolis Infrastructures

Madame la Présidente,
Mesdames et Messieurs les Conseillers généraux,

1. Rappel du contexte

En 1999, cinq communes s'unissaient avec la vision audacieuse de réaliser et de faire fonctionner deux infrastructures culturelles d'ampleur pour leurs citoyens: un centre de création scénique et une salle d'envergure pouvant accueillir de grandes productions internationales.

En 2003, ces communes profitaient de l'opportunité de l'implantation d'une maison de jeu à Granges-Paccot pour négocier un excellent accord avec la Société Fribourgeoise d'animation touristique SA (Casino Barrière) permettant à Coriolis Infrastructures de bénéficier de versements du Casino et à ce dernier de bénéficier d'allègements fiscaux de la part de la Commission fédérale des maisons de jeux (CFMJ). Cette convention fructueuse, qui a rapporté 8% puis 12,5% du produit net des jeux dès 2007, a permis à notre association d'économiser plus de 14 millions de francs en dix ans.

Année	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	
Produit net jeux	8%	8%	8%	8%	12.5%	12.5%	12.5%	12.5%	12.5%	12.5%	total
CHF (en millier)	472	711	869	1'019	1'814	1'979	2'018	1'915	1'959	1'895	14'651

2. Etat des lieux et perspectives financières

L'ouverture d'un casino à Neuchâtel en novembre 2012 a renforcé la tendance à la baisse constatée sur le marché suisse suite à l'interdiction de fumée passive et aux nouvelles habitudes de jeux sur internet. Selon les dernières estimations, l'apport du casino devrait se monter à CHF 1'600'000.- en 2013 (budget: CHF 1'900'000). La baisse devrait se poursuivre sur 2014. Cette diminution se répercutera directement sur les comptes de Coriolis Infrastructures.



Tant le casino que le comité de Coriolis Infrastructures tablent dès 2015 sur une stabilisation, puis une reprise progressive des apports financiers de la part du casino. Il paraît toutefois illusoire d'escompter, à moyen terme, une augmentation substantielle des montants versés par le casino ou un retour aux montants records enregistrés dans les années 2008 à 2011 (cf. tableau ci-dessus).

3. Mesures envisagées

Après analyse, le Comité de direction n'a eu d'autre choix que d'envisager la mise en œuvre rapide et simultanée des **quatre mesures** suivantes pour faire face à cette situation :

a) Diminution du mandat de prestations de la Fondation Equilibre et Nuithonie :

Le Comité de direction a demandé à la Fondation de participer à l'effort financier, en diminuant le montant alloué à cette dernière. Un groupe de travail composé de représentants de Coriolis Infrastructures et de la Fondation évalue actuellement les possibilités de diminution de charges et d'augmentation de produits. La programmation culturelle pour la saison 2013-2014 étant doré et déjà bouclée, la diminution envisageable pour l'année 2014 restera toutefois relativement modeste.

Dans ce contexte, il est à noter qu'en 8 ans d'activités, la Fondation n'a bénéficié d'aucune indexation du montant versé par Coriolis Infrastructures. Au regard d'autres salles de spectacles de même ampleur, elle ne bénéficie pas d'un soutien surdimensionné. Equilibre et Nuithonie répondent surtout aux attentes du public, des citoyens et des politiques, puisqu'elles peuvent se targuer d'offrir à plus de 35'000 spectateurs une grande qualité artistique et une gestion rigoureuse. Néanmoins, au vu des prévisions financières, une diminution plus marquée du montant attribué à la Fondation en 2015 et 2016 apparaît incontournable. L'idée est que la Fondation retrouve les 2,2 mios à partir de 2018.

2013 : 2,2 mios
2014 : 2,15 mios

2015 : 2,05
2016 : 2,10

2017 : 2,15
2018 : 2,2

b) Diminution des investissements en faveur des autres institutions :

Les cinq Communes ont été précurseurs en matière de politique culturelle. La rubrique « Autres investissements » leur a permis de participer très activement à cette politique, en faisant bénéficier d'autres institutions culturelles (telles que La Spirale, Fri-son, Le Théâtre des Osses, l'Ancienne Gare, etc.). Selon le Règlement d'affectation, approuvé par la CFMJ, la contribution à ces « Autres investissements » fait en outre partie des critères d'affectation à respecter par notre Association. Cependant tout un chacun doit participer à l'effort, raison pour laquelle le Comité de Direction envisage de réduire substantiellement ces autres investissements dans les prochaines années.

c) Reconstitution progressive du capital :

L'existence d'un capital d'environ un demi-million de francs a permis à Coriolis Infrastructures d'absorber la chute subite des versements du Casino, sans remettre en cause ses engagements à court terme. Pour l'avenir, il est indispensable de reconstituer progressivement ce capital, afin d'assurer à l'association une gestion lui permettant de parer à un éventuel autre coup dur, en particulier en cas de potentiel refus de l'allégement fiscal par la CFMJ, dont le risque doit être pris en compte à chaque exercice.

d) Augmentation de la participation des communes-membres :

Selon l'article 15 des statuts de Coriolis Infrastructures, la participation annuelle des communes-membre se monte actuellement à 22.50 francs par habitant (dont Fr. 2.50 affectés au fonds de

renovation). Les perspectives financières démontrent l'absolue nécessité d'augmenter la participation par habitant, sans quoi le capital sera inexistant courant 2014 déjà. Le Comité demande donc à l'assemblée des délégués d'augmenter la participation annuelle des communes-membres à un montant maximum de 32.50 francs par habitant. Dans cette limite maximale, les contributions communales seront ainsi adaptées annuellement en fonction de l'évolution financière et diminueront dès que la situation le permettra.

Outre les mesures précitées, le Comité de direction envisage également **deux autres démarches**, dont l'aboutissement échappe toutefois au pouvoir de décision de notre association, à savoir :

- e) Adhésion de nouvelles communes à Coriolis Infrastructures.**
- f) Concertation avec les autres organes de subventionnement.**

La Commune de Villars-sur-Glâne a demandé, lors de l'assemblée des délégués de Coriolis Infrastructures du 18 décembre 2013, que les locataires privilégiés s'acquittent dorénavant d'une location, afin d'augmenter les recettes des théâtres Nuithonie et Equilibre. Cette mesure a été mise en œuvre rétroactivement au 1^{er} janvier 2014.

4. Diminution du délai de convocation de l'assemblée des délégués

Le délai de convocation de l'assemblée des délégués est actuellement de 30 jours (art. 7 des statuts). Le Comité de direction souhaite profiter de la présente modification des statuts pour réduire ce délai à 20 jours, conformément à ce qui se pratique usuellement dans les autres associations de communes.

5. Prochaines étapes

En ce qui concerne le calendrier, le Comité de Coriolis infrastructures a retenu le principe d'une entrée en vigueur de la modification statutaire **au 1^{er} janvier 2014**.

A cet effet il a dans un premier temps soumis cette proposition à l'assemblée des délégués qui l'a acceptée le 18 décembre 2013. S'agissant d'une modification essentielle des statuts (art. 113 LCo), celle-ci doit ensuite être approuvée par les législatifs des trois quarts des communes représentant les trois quarts de la population. Dans un troisième temps, la modification devra encore être soumise pour approbation à la Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts. Cette approbation ne pourra vraisemblablement intervenir qu'en juin 2014, avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2014.

6. Conclusion

Au vu de ce qui précède, le Conseil communal vous propose de procéder aux modifications suivantes des articles 7 alinéa 4, 15 alinéa 1 et 3 et 24 alinéa 3 des statuts :

Article 7 : Assemblée des délégués

¹ [inchangé]

² [inchangé]

³ [inchangé]

⁴ Le Comité de direction adresse la convocation à chaque Conseil communal au moins vingt jours à l'avance, avec l'ordre du jour, les documents à adopter et des commentaires explicatifs. [suite inchangée].

Article 15 : Répartition des charges

¹ Les communes membres versent à l'association une contribution annuelle proportionnelle à leur population légale arrêtée à la fin de l'année précédente, d'un montant maximal de Fr. 32.50 par habitant. Dans cette limite, la contribution annuelle est fixée par le Comité.

² [inchangé]

³ Le comité de direction peut exiger de chaque commune des comptes sur le montant de sa contribution. Il communique aux communes d'ici au 15 octobre au plus tard le montant prévisionnel de la participation annuelle pour l'année suivante.

Article 24 : Entrée en vigueur

¹ [inchangé].

² [inchangé]

³ Les modifications des articles 7 alinéa 4 1^{ère} phrase et 15 alinéa 1 et 3 entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2014.

Veuillez agréer, Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs les Conseillers généraux, l'assurance de notre parfaite considération.

Le Conseiller communal
responsable du dicastère du patrimoine communal
et constructions, infrastructures culturelles, sports



Pierre-Emmanuel Carrel

Approuvé par le Conseil communal
dans sa séance du 24 février 2014

AU NOM DU CONSEIL COMMUNAL

Le Secrétaire



Emmanuel Roulin



La Syndique



Erika Schnyder

CORIOLIS INFRASTRUCTURES

ASSOCIATION DE COMMUNES POUR LA POLITIQUE CULTURELLE DANS L'AGGLOMERATION DE FRIBOURG

Chapitre premier : Dispositions générales

1. Nom et communes membres

¹Les communes membres de l'association Coriolis Infrastructures, association de communes pour la politique culturelle dans l'agglomération de Fribourg, sont Fribourg, Villars-sur-Glâne, Givisiez, Granges-Paccot et Corminboeuf.

²D'autres communes peuvent adhérer aux conditions prévues par l'article 20.
2. Buts et tâches

¹L'association a pour but la réalisation et l'exploitation de deux nouvelles infrastructures culturelles (ci-après : infrastructures) :

 - a) à Fribourg, une salle de spectacles, vouée principalement à l'accueil de productions artistiques (concerts symphoniques, opéras, théâtres);
 - b) à Villars-sur-Glâne, un centre de création des arts scéniques (Espace Nuithonie), destiné en priorité à la production et à la coproduction de spectacles dans la région fribourgeoise.

²Elle récolte des fonds à cet effet et les affecte à la culture conformément au règlement prévu par l'article 5.
3. Siège

Le siège se trouve à Fribourg.

Chapitre II : Ressources

4. Ressources ordinaires

¹L'association bénéficie des contributions des communes membres.

²Elle peut recevoir tous dons et subventions conformes à ses buts.

5. Apports du casino ¹L'association reçoit les montants qui lui reviennent d'après la convention passée avec la société concessionnaire pour l'exploitation d'un casino dans l'agglomération de Fribourg.
- ² L'association reprend les droits et obligations des communes découlant de dite convention ainsi que le Fonds culturel de l'agglomération de Fribourg (ci-après : le Fonds culturel) dont le règlement est agréé par la commission fédérale des maisons de jeu.
- ³Elle peut aussi participer au capital-actions de la société exploitant le casino jusqu'à concurrence de 5 % au maximum, pour obtenir des dividendes.

Chapitre III : Organisation

6. Principe ¹Les organes de l'association sont l'assemblée des délégués et le comité de direction.
- ² L'exploitation des infrastructures est confiée à une fondation, par une convention soumise à l'approbation de l'assemblée des délégués. La convention définit un mandat de prestations qui devra fixer notamment le montant maximal et la nature de la subvention annuelle pour chaque infrastructure.
7. Assemblée des délégués ¹L'assemblée est composée de dix-neuf délégués disposant chacun d'une voix. Fribourg a droit à huit délégués; Villars-sur-Glâne en a cinq; Givisiez, Granges-Paccot et Corminboeuf en désignent chacune deux.
- ²En cas d'égalité lors d'un vote, le président de l'assemblée départage.
- ³L'assemblée des délégués est convoquée au moins deux fois par année pour décider du budget de l'année suivante et approuver les comptes et le rapport de gestion de l'année précédente. D'autres réunions peuvent avoir lieu si le comité de direction ou trois communes membres le demandent.

⁴Le comité de direction adresse la convocation à chaque Conseil communal au moins trente jours à l'avance, avec l'ordre du jour, les documents à adopter et des commentaires explicatifs. L'ordre du jour ne peut plus être modifié ensuite sans l'accord de toutes les communes membres. Les propositions de modification du budget doivent être adressées par écrit au moins quinze jours avant l'assemblée au comité de direction et aux autres communes membres.

8. Comité de direction

¹Le comité de direction est composé de six membres, dont un conseiller communal de chacune des communes membres.

²Le président du comité de direction préside également l'assemblée des délégués.

³Le comité de direction nomme le gestionnaire du Fonds culturel de l'agglomération fribourgeoise et décide, sur proposition du gestionnaire, des attributions effectuées par le Fonds.

⁴Le gestionnaire du Fonds culturel de l'agglomération fribourgeoise est aussi le secrétaire du comité de direction.

⁵Le président et le secrétaire du comité de direction engagent l'association par leur signature collective à deux.

9. Organe de révision

¹L'organe de révision est élu par l'assemblée des délégués.

²Il vérifie si la comptabilité et les comptes annuels sont conformes aux règles de la loi sur les communes et de son règlement d'exécution.

³Le comité de direction fournit à l'organe de révision tous les documents et renseignements nécessaires à l'exercice de sa mission.

Chapitre IV : Investissements

10. Réalisation des infrastructures par les communes sièges

¹Les communes sièges réalisent les infrastructures sur leur terrain, en leur nom et sous leur responsabilité, mais pour le compte de l'association et conformément à son but. La propriété des infrastructures reste aux communes sièges.

²Les communes sièges suivent le programme architectural défini par le comité de pilotage de l'entente intercommunale du 13 décembre 1999 relative à la réalisation et à l'exploitation d'infrastructures culturelles dans l'agglomération de Fribourg (ci-après : comité de pilotage). D'éventuelles modifications de ce programme doivent être approuvées par le comité de direction.

³Le comité de direction est représenté dans les commissions de planification et de bâtisse des communes sièges.

⁴ Dès l'achèvement de la construction mais au plus tard le 1^{er} janvier 2006 pour l'Espace Nuithonie et le 31 décembre 2011 pour la salle de spectacles de Fribourg, les communes sièges soumettent au comité de direction, pour approbation par l'assemblée des délégués, le décompte final du coût de leur investissement.

11. Participation du
Fonds culturel

¹Dès 2007, la commune de Fribourg soumet chaque année au comité de direction, jusqu'au 30 novembre, un décompte des dépenses engagées depuis le 1^{er} janvier pour la construction de la salle de spectacle de Fribourg.

²Le comité de direction décide dans quelle mesure ces dépenses peuvent être prises en charge par le Fonds culturel et verse un montant correspondant à la commune de Fribourg, jusqu'au 31 décembre de l'année en cours.

12. Participations des
communes
membres

¹Après déduction des participations du fonds culturel (art. 11) et de tiers (art. 13) le coût de l'investissement réalisé pour chaque infrastructure est réparti de la manière suivante :

a) un quart reste à la charge de la commune siège ;

b) les trois quarts sont répartis entre les cinq communes membres proportionnellement à leur population légale au 31 décembre 2002 (Fribourg : 68.35 % ; Villars-sur-Glâne : 19.24 % ; Givisiez : 4.47 % ; Granges-Paccot : 4.38 % ; Corminboeuf : 3.56 %).

²Toutefois, après la déduction des participations du fonds culturel et de tiers, et sous réserve de l'alinéa 3, la Ville de Fribourg supportera seule tout dépassement du montant maximal de Fr. 30.0 mios admis pour l'investissement net réalisé sur son territoire.

³L'évolution du coût de la construction (base : indice zurichois au 1^{er} avril 2004) n'est pas considérée comme un dépassement.

13. Participations de tiers
- ¹Les subventions cantonales versées pour chaque infrastructure, y compris les aides financières qui pourraient notamment être allouées par le Fonds d'équipement touristique, sont payées à la commune siège et portées en déduction de l'investissement brut afférent à l'infrastructure en cause.
- ²Toutes autres participations versées par des tiers, à l'exception de la Bourgeoisie de la Ville de Fribourg, sont portées en déduction de l'investissement afférent à chaque infrastructure proportionnellement au coût de l'investissement brut admis pour chacune d'elles par le comité de pilotage, soit 74.9 % pour la salle de spectacles de Fribourg (Fr. 35.0 mios) et 25.1 % en faveur de l'Espace Nuithonie (Fr. 11.74 mios).

Chapitre V : Dépenses de fonctionnement

14. Nature des charges
- ¹Les charges de l'association englobent les frais de ses organes et le montant annuel mis à disposition de la fondation chargée d'exploiter les infrastructures.
- ²L'association supporte en outre tous les frais d'entretien, de réparation et d'assurance relatifs aux infrastructures, dans la mesure où ces frais ne sont pas mis à la charge de la fondation chargée de leur exploitation, selon la convention prévue à l'article 6 alinéa 2.
15. Répartition des charges
- ¹Les communes membres versent à l'association une contribution annuelle proportionnelle à leur population légale arrêtée à la fin de l'année précédente, à raison de Fr. 10.- par année et par habitant. Cette somme sera portée à Fr. 20.- par année et par habitant dès que la salle de spectacles de Fribourg sera mise en exploitation.
- ²Les communes membres versent en outre une contribution de Fr. 1.- par année et par habitant, qui passera à Fr. 2.50 par année et par habitant dès la mise en exploitation de la salle de spectacles de Fribourg. Cette contribution est affectée à la couverture des dépenses prévues par l'article 14 alinéa 2.
- ³Le comité de direction peut exiger de chaque commune des acomptes sur le montant de sa contribution.

Chapitre VI : Autres règles financières

16. Capital social
- ¹Les communes membres versent chacune un montant de Fr. 10'000.- pour constituer le capital social de l'association.
- ²Le montant du capital social peut être augmenté par une décision de l'assemblée des délégués, chaque commune membre souscrivant une part égale.
17. Limite d'endettement
- L'association peut contracter un emprunt jusqu'à concurrence de 5 millions de francs (modifié par l'assemblée des délégués du 10 février 2010).
18. Initiative et referendum
- ¹Les droits d'initiative et de referendum sont exercés conformément aux articles 123a et suivants de la loi sur les communes et selon les alinéas 2 à 5 du présent article.
- ²Les décisions de l'assemblée des délégués concernant une dépense nouvelle supérieure à 5 millions de francs sont soumises au referendum facultatif au sens de l'article 123d de la loi sur les communes.
- ³Les décisions de l'assemblée des délégués concernant une dépense nouvelle supérieure à 10 millions de francs sont soumises au referendum obligatoire au sens de l'article 123e de la loi sur les communes.
- ⁴Le montant net de la dépense fait foi, après déduction des subventions et participations de tiers.
- ⁵En cas de dépenses renouvelables, les tranches annuelles sont additionnées. Si on ne peut déterminer pendant combien d'années la dépense interviendra, il est compté cinq fois la dépense annuelle.

Chapitre VII : Dispositions finales

19. Participation au Théâtre des Osses
- ¹Au 1^{er} janvier 2006, la commune de Givisiez recevra des autres communes membres la participation unique convenue à l'investissement de Fr. 100'000.- consenti par elle pour le Théâtre des Osses.

²Cette participation s'élève à Fr. 51'262.- pour Fribourg, Fr. 14'430.- pour Villars-sur-Glâne, Fr. 3'284.- pour Granges-Paccot et Fr. 2'670.- pour Corminboeuf.

20. Adhésion

¹Toute commune fribourgeoise peut adhérer à l'association, à condition de verser une participation correspondant à une prise en charge équitable des investissements.

²La composition de l'assemblée des délégués sera adaptée en tenant compte de l'importance de la population légale de la commune qui adhère à l'association et du fait que les communes sièges des infrastructures doivent avoir ensemble au moins la moitié des délégués.

³L'accord d'adhésion et les modifications des statuts qui en découlent sont soumis à l'approbation de l'assemblée des délégués ainsi qu'à celle des trois quarts des communes membres de l'association, dont la population légale doit en outre être supérieure aux trois quarts de la population légale de toutes les communes membres.

21. Sortie

¹Une commune peut sortir de l'association en observant un délai de cinq ans pour la fin d'une année civile, au plus tôt pour le 31 décembre 2025.

²La commune sortante doit régler sa part aux dettes non couvertes en cas de liquidation.

³Elle n'a aucun droit à l'avoir social.

22. Dissolution

L'association est dissoute par décision unanime des communes membres.

23. Liquidation

¹Les dettes de l'association éventuellement non couvertes par la liquidation de ses actifs sont réparties entre les communes membres proportionnellement à leur population légale.

²Après le règlement des dettes, le produit éventuel de la liquidation sert à rembourser, sans intérêts, le montant de la participation des communes au capital social, un solde éventuel étant versé à l'association pour la promotion des activités culturelles.

³Le règlement du Fonds culturel est réservé.

24. Entrée en
vigueur

¹La modification des statuts de « Coriolis Finances, association de communes pour le financement de la politique culturelle dans l'agglomération de Fribourg », devenant « Coriolis Infrastructures, association de communes pour la politique culturelle dans l'agglomération de Fribourg », prend effet au 1^{er} janvier 2006.

²La modification des articles 6, 9, 18 et 24, entre en vigueur le 1^{er} janvier 2010.

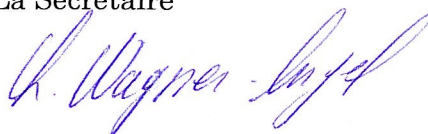
Adoptés par l'assemblée des délégués le 21 novembre 2007, le 17 juin 2009 (art. 6, 9, 18, 24) et le 10 février 2010 (art 17)

Le Président



Carl-Alex Ridoré
Préfet de la Sarine

La Secrétaire



Laurence Wagner-Engel
Déléguée culturelle

Adoptés par les organes législatifs des communes de :

Corminboeuf, le 4 mai 2010 ;

Fribourg, le 28 septembre 2010 ;

Givisiez, le ~~10 février 2010~~ 31 mai 2010

Granges-Paccot, le 13 décembre 2010 ;

Villars-sur-Glâne, le 27 mai 2010 ;

Approuvés par la Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts

Le Conseiller d'Etat Directeur



Fribourg, le 01 JUIN 2011